

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.558/4
DU 17 DÉCEMBRE 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 28 novembre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation préalable

Comme l'indique l'article 1^{er} du projet examiné, celui-ci vise à assurer la transposition de la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure et abrogeant la directive 82/714/CEE du Conseil, ainsi que des directives qui l'ont modifiée.

Le considérant 12 de la directive précitée énonce :

"Conformément au point 34 de l'accord interinstitutionnel «Mieux légiférer», les États membres sont encouragés à établir, pour eux-mêmes et dans l'intérêt de la Communauté, leurs propres tableaux, qui illustrent, dans la mesure du possible, la concordance entre la présente directive et les mesures de transposition, et à les rendre publics."

Aucun tableau de transposition ne figurait cependant dans le dossier joint à la demande d'avis. Dans le délai qui lui a été imparti, la section de législation n'a, dès lors, pas pu vérifier si le projet examiné permet effectivement au droit interne d'assurer la transposition complète de la directive précitée.

Formalités préalables

La demande d'avis indique que :

"Aan de Gewesten wordt een advies gevraagd tegelijkertijd met de adviesaanvraag aan de Raad van State."

.../...

Il revient à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable, prévue par l'article 6, § 4, 3/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Si l'association des gouvernements de régions à l'élaboration du projet examiné devait aboutir à modifier ce dernier, il reviendrait, en outre, à son auteur de le soumettre à nouveau à l'avis de la section de législation.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 2

À l'alinéa 2 du préambule, il y a lieu de viser plus particulièrement, au titre de fondement légal du projet, l'article 17^{ter}, § 1^{er}, de la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des bâtiments de navigation, inséré par la loi du 22 janvier 2007.

L'article 17^{octies} de la même loi, également visé dans cet alinéa, ne procure en effet aucune habilitation particulière au Roi. Il doit par conséquent être omis.

Alinéa 3

L'article 39, §§ 2 et 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques est également visé, à l'alinéa 3 du préambule, au titre de fondement légal du projet.

Celui-ci dispose :

"Art. 39 § 1^{er}. Nul ne peut, dans le Royaume ou à bord d'un navire, d'un bateau, d'un aéronef ou de tout autre support soumis au droit belge, détenir un appareil émetteur et/ou récepteur de radiocommunications, ni établir et faire fonctionner une station ou un réseau de radiocommunications non public sans avoir obtenu l'autorisation écrite de l'Institut. Cette autorisation est personnelle et révocable.

.../...

§ 2. Le Roi fixe, après avis de l'Institut, les règles générales d'octroi, de suspension et de révocation des autorisations visées au § 1^{er}. Il peut déterminer les cas où ces autorisations ne sont pas requises.

§ 3. Le Roi, sur proposition de l'Institut fixe les obligations des titulaires d'une autorisation ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunications autorisées.

§ 4. Les autorisations visées au § 1^{er} ne sont pas requises pour les stations de radiocommunications établies et utilisées à des fins militaires ou de sécurité publique par les services relevant du ministre de la Défense nationale, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces alliées."

La seule disposition du projet relative aux installations de radiotéléphonie des bateaux, à savoir l'article 7.07 de l'annexe II du projet, trouve un fondement légal plus adéquat dans l'article 17, § 1^{er}, 3/, d), de la loi du 5 juin 1972, précitée.

Le projet examiné n'ayant, en outre, pas été adopté "sur proposition de l'Institut", il n'y a pas lieu de viser en son préambule, l'article 39 de la loi du 13 juin 2005 précitée. L'alinéa 3 du préambule sera, par conséquent, omis.

Dispositif

Article 1^{er}

1. Dans le membre de phrase introductif de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet, il y lieu de mentionner également, parmi les directives ayant modifié la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure et abrogeant la directive 82/714/CEE du Conseil, la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2008 relative au transport intérieur des marchandises dangereuses, dont l'article 11 a abrogé l'article 6 de la directive 2006/87/CE, précitée.

2. La même observation vaut pour l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7/, du projet.

.../...

3. Le membre de phrase introductif doit également être revu afin d'y mentionner que l'arrêté en projet transpose, de manière partielle, la directive 97/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1997 sur le rapprochement des législations des États membres relatives aux mesures contre les émissions de gaz et de particules polluantes provenant des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers.

L'article 4, alinéa 4, du projet, assure, en effet, la transposition de l'article 8, paragraphe 2*bis*, de la directive 97/68/CE précitée, inséré par la directive modificative 2004/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004.

4. Dans la version française de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4/, du projet, il convient d'écrire "pays tiers" au lieu de "tiers pays".

5. La définition de l'abréviation "IBPT", figurant à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9/, du projet, doit être omise, ce terme n'étant pas utilisé dans la suite du dispositif.

6. Pour certains termes utilisés dans le dispositif, l'article 1^{er}, alinéa 2, du projet, renvoie à la définition figurant à l'annexe II, 1^{re} partie, Chapitre 1^{er}, article 1.01, du projet, lequel est similaire à l'article 1.01 de l'annexe II de la directive 2006/87/CE précitée. Les termes "bâtiment de navigation", "navire à passagers" et "navire de plaisance" n'y sont toutefois pas définis tels quels. Y correspondent les termes de "bâtiment", de "bateau à passagers" et de "bateau de plaisance".

La transposition correcte de la directive précitée sera mieux assurée en s'alignant sur la terminologie utilisée par celle-ci.

7. Dans le texte français de l'article 1^{er}, alinéa 2, du projet, il convient d'écrire, "comme définie dans l'annexe II, 1^{re} partie, chapitre 1^{er}", au lieu de "comme définie dans l'annexe II, Chapitre I de la Partie I".

.../...

Article 7

L'article 7 du projet assure la transposition de l'article 6 de la directive 2006/87/CE précitée. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que cette disposition a été abrogée par l'article 11 de la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2008 relative au transport intérieur des marchandises dangereuses, laquelle vise à unifier le régime applicable aux différentes formes de transport de marchandises dangereuses (route, chemin de fer et voie navigable).

La transposition de cette directive, qui devra être réalisée pour le 30 juin 2009 au plus tard, impliquera de réexaminer, le cas échéant, le bien-fondé de l'article 7 de l'arrêté en projet.

Article 8

1. Interrogé sur la portée de l'article 8, alinéas 2 et 3 du projet, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

"In artikel 8, tweede lid, van het ontwerp van koninklijk besluit wordt het scheepscertificaat bedoeld dat werd afgegeven overeenkomstig de bepalingen van richtlijn 82/714/EEG. Het tweede lid is van toepassing op schepen die buiten het toepassingsgebied vallen van richtlijn 82/714/EEG, maar die zich tussen 1982 en 30 december 2008 vrijwillig hebben geschikt naar de bepalingen ervan en hiervoor een certificaat volgens richtlijn 82/714/EEG hebben gekregen. Het derde lid is van toepassing op de binnenschepen die niet onder het toepassingsgebied van richtlijn 82/714/EEG vallen en zich niet vrijwillig hebben geschikt naar deze bepalingen. Omdat er voor deze laatste categorie van schepen geen technische voorschriften waren, wordt voor deze de meetbrief als nationaal technisch certificaat gebruikt voor het bepalen van de uiterste termijnen waarbinnen het technisch onderzoek moet plaatsvinden."

Il convient de revoir les alinéas 2 et 3 du projet afin de mieux faire ressortir leur portée réelle.

2. L'article 8, alinéa 4, prévoit que les dispositions de la partie IV de l'annexe II qu'il énumère sont applicables aux bâtiments de navigation visés aux alinéas 2 et 3 du même article, c'est-à-dire aux bâtiments dont la quille aura été posée avant le 30 décembre 2008.

.../...

Les chapitres 24 et 24a, constituant la partie IV de l'annexe II du projet, comportent un ensemble de prescriptions techniques dérogatoires pour les bâtiments déjà en service. Il n'est dès lors pas nécessaire de préciser encore, dans le dispositif du projet, que certaines d'entre elles sont applicables aux bâtiments visés à l'article 8, alinéas 2 et 3.

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a répondu :

"Voor vaartuigen die niet gevat worden door richtlijn 82/714/EEG en die zich niet vrijwillig hebben geschikt naar deze bepalingen, is er geen enkel technische voorschrift van toepassing. Sommige van die vaartuigen vallen echter onder de toepassing van het ontwerp van koninklijk besluit waardoor zij moeten voldoen aan de technische bepalingen van bijlage II. Richtlijn 2006/87/EG heeft in de mogelijkheid voorzien om voor deze vaartuigen een milder regime in te bouwen om de aanpassing beter mogelijk te maken. Voor de duidelijkheid wijs ik erop dat in artikel 8, vijfde lid, van het ontwerp van koninklijk besluit in de mogelijkheid wordt voorzien dat vaartuigen die geen «klaarblijkelijk gevaar opleveren» in bedrijf mogen blijven. Aldus wordt in artikel 8, vierde lid, van het ontwerp van koninklijk besluit voorzien in minimumnormen waaraan het vaartuig moet voldoen om in aanmerking te komen voor dit milder regime van artikel 8, vijfde lid. Voor de interpretatie van het begrip «klaarblijkelijk gevaar opleveren» uit richtlijn 2006/87/EG wordt aldus bij de omzetting naar Belgisch recht in het ontwerp van koninklijk besluit een minimumnorm opgelegd om een minimaal veiligheidsniveau te garanderen en de mogelijke (willekeurige) appreciatieruimte van de Commissie voor Onderzoek te verengen."

Ici aussi, il revient à l'auteur du projet d'exprimer plus clairement son intention.

3. À l'article 8, alinéa 4, 1/, il convient de se référer aux dispositions de l'article 24.02 de l'annexe II, concernant les chapitres 15, 17 et 21, de la partie II de la même annexe.

La même observation vaut, *mutatis mutandis*, pour l'article 8, alinéa 4, 2/ et 3/, du projet.

Article 16

1. À l'article 16, alinéas 1^{er} et 5, du projet, il n'y a pas lieu de préciser que les décisions de refus de délivrance ou de renouvellement et de retrait d'un certificat communautaire doivent être motivées. Cette exigence est déjà imposée par la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

2. Plus fondamentalement, la section de législation n'aperçoit pas sur quel fondement légal invoqué au préambule de l'arrêté en projet, l'auteur du projet pourrait se fonder pour introduire un recours administratif organisé préalable à toute action éventuelle en justice.

La disposition en projet ne peut donc être admise que si elle doit être comprise comme un simple recours facultatif auprès du ministre.

Dans cette hypothèse, l'article 16, alinéa 3, du projet devrait être revu afin de mieux faire ressortir le caractère facultatif du recours et de préciser la portée et la sanction de l'exigence de motivation du recours.

Article 18

Conformément à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4/, du projet, il convient dans la version française de l'alinéa 1^{er}, d'écrire "pays tiers" et non "États tiers".

Article 19

L'article 19 du projet dispose :

"Pour les bâtiments de navigation non visés par l'article 3, alinéas 1^{er} et 2, (lire : §§ 1^{er} et 2), mais relevant du champ d'application de l'article 1^{er}, a, de la directive 76/135/CEE du Conseil du 20 janvier 1976 sur la reconnaissance réciproque des attestations de navigabilité délivrées pour les bateaux de la navigation intérieure, les dispositions de ladite directive s'appliquent."

.../...

Interrogé sur la portée de cette disposition, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

"Er is nog steeds een klein aantal vaartuigen dat niet onder het ontwerp van koninklijk besluit valt maar wel onder de bepalingen van richtlijn 76/135/EEG van de Raad van 20 januari 1976 inzake de wederzijdse erkenning van scheepsattesten voor binnenschepen. Voor de duidelijkheid is deze bepaling opgenomen in het ontwerp van koninklijk besluit. Het is inderdaad beter om de verwijzing naar richtlijn 76/135/EEG te vervangen door de verwijzing naar de intern Belgische rechtsnorm, namelijk artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 juli 1987 betreffende de scheepsattesten voor binnenschepen."

Compte tenu de cette réponse, la disposition est étrangère à l'objet de l'arrêté présentement examiné et doit être omise.

Articles 21 et 22

Il y a lieu de modifier également les articles 5, 1/, 8, 9 et 10 de l'arrêté royal du 8 mars 2007, lesquels font notamment référence à l'arrêté royal du 1^{er} juin 1993 que l'article 25, 1/, du projet abroge.

Article 23

À l'article 1^{er}, 3/, en projet, de l'arrêté royal du 21 avril 2007 concernant la réduction de la teneur en soufre de certains combustibles marins utilisés par des bateaux de navigation intérieure (article 23 du projet), il convient de se référer à l'annexe II plutôt qu'à l'annexe I de l'arrêté présentement examiné.

Annexes

1. Les annexes III et IV du projet sont sans objet puisque le projet lui-même n'y renvoie pas. Elles doivent dès lors être omises et la numérotation des annexes subséquentes doit être revue tant dans l'arrêté lui-même que dans les annexes.

.../...

2. Les annexes doivent mentionner qu'elles constituent une annexe à l'arrêté avec indication de son intitulé (Annexe ... à l'arrêté du ...) ⁽¹⁾.

3. À l'annexe IX, partie I, article 4.05, partie III, article 1.06 et partie IV, article 1.06, il y a lieu d'écrire "Roumanie" au lieu de "Romanie".

⁽¹⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n° 172 [www.raadvst-consetat.be/?page=technique legislative&lang=fr](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr) (17/12/2008).

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.558/4
VAN 17 DECEMBER 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 28 november 2008 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de technische voorschriften voor binnenschepen", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerking

Zoals aangegeven in artikel 1 van het onderzochte ontwerp, strekt dit ertoe te zorgen voor de omzetting van richtlijn 2006/87/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen en tot intrekking van Richtlijn 82/714/EEG van de Raad, alsook van de richtlijnen die ze hebben gewijzigd.

Overweging 12 van de voornoemde richtlijn stelt het volgende :

"Overeenkomstig punt 34 van het interinstitutioneel akkoord «Beter wetgeven» worden de lidstaten ertoe aangespoord voor zichzelf en in het belang van de Gemeenschap hun eigen tabellen op te stellen, die voorzover mogelijk het verband weergeven tussen deze richtlijn en de omzettingsmaatregelen, en deze openbaar te maken."

Het bij de adviesaanvraag gevoegde dossier bevatte echter geen omzettingstabel. Binnen de haar toegemeten termijn heeft de afdeling wetgeving derhalve niet kunnen nagaan of het onderzochte ontwerp het effectief mogelijk maakt om in het interne recht te zorgen voor de volledige omzetting van de voormelde richtlijn.

Voorafgaande vormvereisten

In de adviesaanvraag staat :

"Aan de Gewesten wordt een advies gevraagd tegelijkertijd met de adviesaanvraag aan de Raad van State."

De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit vormvereiste, voorgeschreven bij artikel 6, § 4, 3/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, vervuld wordt.

Indien het betrekken van de gewestregeringen bij het uitwerken van het onderzochte ontwerp ertoe zou leiden dat het ontwerp wordt gewijzigd, dient de steller ervan het bovendien opnieuw om advies voor te leggen aan de afdeling wetgeving.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Tweede lid

In het tweede lid van de aanhef moet inzonderheid, als rechtsgrond van het ontwerp, verwezen worden naar artikel 17^{ter}, § 1, van de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid van de vaartuigen, ingevoegd bij de wet van 22 januari 2007.

Artikel 17^{octies} van dezelfde wet, waarnaar in dit lid eveneens verwezen wordt, verleent immers geen enkele bijzondere machtiging aan de Koning. De verwijzing ernaar dient bijgevolg te vervallen.

Derde lid

Naar artikel 39, §§ 2 en 3, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, wordt in het derde lid van de aanhef eveneens verwezen als rechtsgrond van het ontwerp.

.../...

Dit artikel bepaalt :

"Art. 39. § 1. Niemand mag in het Rijk noch aan boord van een zeeschip, een binnenschip, een luchtvaartuig of enige andere drager onderworpen aan het Belgisch recht, een zend- en/of ontvangtoestel voor radiocommunicatie houden, of een station of een niet-openbaar netwerk voor radiocommunicatie aanleggen en doen werken zonder schriftelijke vergunning van het Instituut. Die vergunning is persoonlijk en kan worden ingetrokken.

§ 2. De Koning bepaalt, na advies van het Instituut, de algemene regels inzake toekenning, schorsing en intrekking van de in § 1 bedoelde vergunningen. Hij kan bepalen in welke gevallen die vergunningen niet vereist zijn.

§ 3. De Koning, op voorstel van het Instituut bepaalt de verplichtingen van de houders van een vergunning en de voorwaarden waaraan de toegelaten stations en netten voor radiocommunicatie moeten voldoen.

§ 4. De in § 1 bedoelde vergunningen zijn niet vereist voor de stations voor radiocommunicatie die voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid aangelegd en gebruikt worden door de diensten die onder de minister van Landsverdediging ressorteren, door de Noord Atlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten."

De enige bepaling van het ontwerp betreffende de marifooninstallatie, namelijk artikel 7.07 van bijlage II bij het ontwerp, vindt een deugdelijkere rechtsgrond in artikel 17, § 1, 3/, d), van de voormelde wet van 5 juni 1972.

Doordat het onderzochte ontwerp bovendien niet wordt uitgevaardigd "op voorstel van het Instituut", is er geen aanleiding om in de aanhef te verwijzen naar artikel 39 van de voornoemde wet van 13 juni 2005. Het derde lid van de aanhef dient bijgevolg te vervallen.

Dispositief

Artikel 1

1. In het inleidende zinsdeel van artikel 1, eerste lid, van het ontwerp behoort bovendien, bij de richtlijnen die richtlijn 2006/87/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen en tot intrekking van Richtlijn 82/714/EEG van de Raad hebben gewijzigd, eveneens melding te worden gemaakt van richtlijn 2008/68/EG van het Europees

.../...

Parlement en de Raad van 24 september 2008 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over land, waarvan artikel 11 artikel 6 van de voormelde richtlijn 2006/87/EG heeft opgeheven.

2. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 1, eerste lid, 7/, van het ontwerp.

3. Het inleidende zinsdeel moet eveneens worden herzien om erin te vermelden dat het ontworpen besluit de gedeeltelijke omzetting inhoudt van richtlijn 97/68/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 1997 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de lidstaten inzake maatregelen tegen de uitstoot van verontreinigende gassen en deeltjes door inwendige verbrandingsmotoren die worden gemonteerd in niet voor de weg bestemde mobiele machines.

Artikel 4, vierde lid, van het ontwerp zorgt immers voor de omzetting van artikel 8, lid 2*bis*, van de voornoemde richtlijn 97/68/EG, ingevoegd bij de wijzigende richtlijn 2004/26/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004.

4. In de Franse versie van artikel 1, eerste lid, 4/, van het ontwerp schrijven men "pays tiers" in plaats van "tiers pays".

5. De definitie van de afkorting "BIPT" in artikel 1, eerste lid, 9/, van het ontwerp behoort te vervallen, daar deze term verder in het dispositief niet wordt gebruikt.

6. Voor sommige termen die in het dispositief worden gebruikt, verwijst artikel 1, tweede lid, van het ontwerp naar de definitie in bijlage II, deel I, hoofdstuk 1, artikel 1.01, van het ontwerp, dat gelijkkluidend is met artikel 1.01 van bijlage II bij de voormelde richtlijn 2006/87/EG. De Franse termen "bâtiment de navigation", "navire à passagers" en "navire de plaisance" worden er evenwel niet als zodanig omschreven. De

.../...

termen "bâtiment", "bateau à passagers" en "bateau de plaisance" stemmen ermee overeen.

De voormelde richtlijn wordt juister omgezet door zich af te stemmen op de terminologie die daarin wordt gebezigd.

7. In de Franse tekst van artikel 1, tweede lid, van het ontwerp schrijve men "comme définie dans l'annexe II, 1re partie, chapitre 1er" in plaats van "comme définie dans l'annexe II, Chapitre I de la Partie I".

Artikel 7

Bij artikel 7 van het ontwerp wordt artikel 6 van de voornoemde richtlijn 2006/87/EG omgezet. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat die bepaling opgeheven is bij artikel 11 van richtlijn 2008/68/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 24 september 2008 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over land, die ertoe strekt één gemeenschappelijke regeling tot stand te brengen die van toepassing is op de verschillende wijzen van vervoer van gevaarlijke goederen (weg, spoor en waterwegen).

De omzetting van die richtlijn, die uiterlijk 30 juni 2009 tot stand gebracht moet worden, impliceert dat in voorkomend geval de gegrondheid van artikel 7 van het ontworpen besluit opnieuw onderzocht wordt.

Artikel 8

1. Op de vraag wat de draagwijdte is van artikel 8, tweede en derde lid, van het ontwerp, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"In artikel 8, tweede lid, van het ontwerp van koninklijk besluit wordt het scheepscertificaat bedoeld dat werd afgegeven overeenkomstig de bepalingen van richtlijn 82/714/EEG. Het tweede lid is van toepassing op schepen die buiten het toepassingsgebied vallen van richtlijn 82/714/EEG, maar die zich tussen 1982 en 30 december 2008 vrijwillig hebben geschikt naar de bepalingen ervan en hiervoor

.../...

een certificaat volgens richtlijn 82/714/EEG hebben gekregen. Het derde lid is van toepassing op de binnenschepen die niet onder het toepassingsgebied van richtlijn 82/714/EEG vallen en zich niet vrijwillig hebben geschikt naar deze bepalingen. Omdat er voor deze laatste categorie van schepen geen technische voorschriften waren, wordt voor deze de meetbrief als nationaal technisch certificaat gebruikt voor het bepalen van de uiterste termijnen waarbinnen het technisch onderzoek moet plaatsvinden."

Het tweede en derde lid van het ontwerp moeten worden herzien zodat de echte draagwijdte ervan duidelijker wordt.

2. In artikel 8, vierde lid, wordt gesteld dat de bepalingen van deel IV van bijlage II die in dat artikel worden opgesomd, van toepassing zijn op de vaartuigen bedoeld in het tweede en derde lid van datzelfde artikel, namelijk de vaartuigen waarvan de kiel niet vóór 30 december 2008 is gelegd.

De hoofdstukken 24 en 24a, die deel IV van bijlage II van het ontwerp uitmaken, bevatten een geheel van afwijkende technische voorschriften voor de reeds in bedrijf zijnde vaartuigen. In het dispositief van het ontwerp is het derhalve niet nodig om nog eens te preciseren dat een aantal van die voorschriften gelden voor de vaartuigen bedoeld in artikel 8, tweede en derde lid.

Daarover om uitleg gevraagd, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"Voor vaartuigen die niet gevat worden door richtlijn 82/714/EEG en die zich niet vrijwillig hebben geschikt naar deze bepalingen, is er geen enkel technische voorschrift van toepassing. Sommige van die vaartuigen vallen echter onder de toepassing van het ontwerp van koninklijk besluit waardoor zij moeten voldoen aan de technische bepalingen van bijlage II. Richtlijn 2006/87/EG heeft in de mogelijkheid voorzien om voor deze vaartuigen een milder regime in te bouwen om de aanpassing beter mogelijk te maken. Voor de duidelijkheid wijs ik erop dat in artikel 8, vijfde lid, van het ontwerp van koninklijk besluit in de mogelijkheid wordt voorzien dat vaartuigen die geen «klaarblijkelijk gevaar opleveren» in bedrijf mogen blijven. Aldus wordt in artikel 8, vierde lid, van het ontwerp van koninklijk besluit voorzien in minimumnormen waaraan het vaartuig moet voldoen om in aanmerking te komen voor dit milder regime van artikel 8, vijfde lid. Voor de interpretatie van het begrip «klaarblijkelijk gevaar opleveren» uit richtlijn 2006/87/EG wordt aldus bij de omzetting naar Belgisch recht in het ontwerp van koninklijk besluit een minimumnorm opgelegd om een minimaal veiligheidsniveau te garanderen en de mogelijke (willekeurige) appreciatieruimte van de Commissie voor Onderzoek te verenigen."

.../...

Ook in dit verband komt het de steller van het ontwerp toe om duidelijker zijn bedoeling te kennen te geven.

3. In artikel 8, vierde lid, 1/, behoort verwezen te worden naar de bepalingen van artikel 24.02 van bijlage II, met betrekking tot de hoofdstukken 15, 17 en 21, van deel II van dezelfde bijlage.

Dezelfde opmerking geldt, *mutatis mutandis*, voor artikel 8, vierde lid, 2/ en 3/, van het ontwerp.

Artikel 16

1. In artikel 16, eerste en vijfde lid, van het ontwerp is er geen reden om te preciseren dat de beslissingen inzake weigering van afgifte of vernieuwing en intrekking van een communautair binnenvaartcertificaat met redenen omkleed moeten zijn. Die verplichting wordt reeds opgelegd bij de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

2. Een fundamentele bezwaar is dat het de afdeling wetgeving niet duidelijk is op welke in de aanhef van het ontworpen besluit aangevoerde rechtsgrond de steller van het ontwerp kan steunen om een georganiseerd administratief beroep in te stellen voorafgaand aan elke mogelijke rechtsvordering.

De ontworpen bepaling kan dus alleen worden toegestaan indien deze gezien moet worden als een louter facultatief beroep bij de minister.

In dat geval dient artikel 16, derde lid, van het ontwerp te worden herzien teneinde duidelijker te laten blijken dat het om een facultatief beroep gaat en om de draagwijdte en de sanctie van de verplichting tot motivering van het beroep nader te bepalen.

Artikel 18

Overeenkomstig artikel 1, eerste lid, 4/, van het ontwerp, dient in de Franse versie van het eerste lid, "pays tiers" geschreven te worden en niet "Etats tiers".

Artikel 19

Artikel 19 van het ontwerp luidt als volgt :

"Op vaartuigen die niet onder artikel 3, eerste en tweede lid vallen (lees : paragrafen 1 en 2), maar wel onder artikel 1, a, van richtlijn 76/135/EEG van de Raad van 20 januari 1976 inzake de wederzijdse erkenning van scheepsattesten voor binnenschepen, zijn de bepalingen van de vermelde richtlijn van toepassing."

Op de vraag wat de draagwijdte is van deze bepaling, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"Er is nog steeds een klein aantal vaartuigen dat niet onder het ontwerp van koninklijk besluit valt maar wel onder de bepalingen van richtlijn 76/135/EEG van de Raad van 20 januari 1976 inzake de wederzijdse erkenning van scheepsattesten voor binnenschepen. Voor de duidelijkheid is deze bepaling opgenomen in het ontwerp van koninklijk besluit. Het is inderdaad beter om de verwijzing naar richtlijn 76/135/EEG te vervangen door de verwijzing naar de intern Belgische rechtsnorm, namelijk artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 juli 1987 betreffende de scheepsattesten voor binnenschepen."

Gelet op dat antwoord heeft de bepaling niets van doen met het onderwerp van het thans onderzochte besluit en dient deze te vervallen.

Artikelen 21 en 22

De artikelen 5, 1/, 8, 9 en 10 van het koninklijk besluit van 8 maart 2007 moeten ook worden gewijzigd, aangezien daarin inzonderheid verwezen wordt naar het koninklijk besluit van 1 juni 1993 dat bij artikel 25, 1/, van het ontwerp opgeheven wordt.

Artikel 23

In het ontworpen artikel 1, 3/, van het koninklijk besluit van 21 april 2007 betreffende de vermindering van het zwavelgehalte van sommige scheepsbrandstoffen die worden gebruikt door binnenschepen (artikel 23 van het ontwerp), behoort verwezen te worden naar bijlage II, in plaats van naar bijlage I bij het thans onderzochte besluit.

Bijlagen

1. De bijlagen III en IV van het ontwerp zijn doelloos, aangezien er in het ontwerp zelf niet naar verwezen wordt. Deze dienen dan ook te vervallen en de nummering van de daaropvolgende bijlagen moet zowel in het besluit zelf als in de bijlagen worden herzien.

2. In de bijlagen moet worden vermeld dat het gaat om bijlagen bij het besluit met vermelding van het opschrift ervan (Bijlage ... bij het besluit van ...) ⁽¹⁾.

3. In de Franse versie van bijlage IX, deel I, artikel 4.05, deel III, artikel 1.06 en deel IV, artikel 1.06, schrijve men "Roumanie" in de plaats van "Romanie".

⁽¹⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling nr. 172 www.raadvst-consetat.be/?page=technique_législative&lang=nl (17/12/2008).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE